

Des quotas de migrants dans l'Union ? Inacceptable ! Des pays de l'Est disent non à Bruxelles

écrit par Jules Ferry | 9 juin 2020



Plusieurs pays viennent d'envoyer une lettre à Bruxelles pour s'opposer aux quotas de migrants qui doivent être votés prochainement.

« Une immigration torrentielle, programmée par des fous, a envahi la France avec la complicité de la Gauche comme de la Droite », écrit l'auteur de RR Anti-islam [dans un article.](#)

Le **projet de l'Europe** est d'accélérer ce processus et d'**IMPOSER à chaque pays des fournées de migrants (arrivés clandestinement !)** appelées « quotas » par les technocrates de Bruxelles.

TOUTE l'Europe envahie ?

NON, un petit groupe de pays RESISTE ET SE REBELLE contre ce funeste projet.

Résumé :

Le futur mécanisme de quotas est inacceptable !

De nombreux pays d'Europe de l'Est – tous les pays du **groupe de Visegrád, et plusieurs autres pays membres** de l'Union européenne **ont envoyé une lettre commune à Bruxelles**, déclarant qu'**ils rejettent toute proposition** du bloc visant à exiger des États membres qu'ils acceptent des quotas de migrants.

Ils proposent à la place de renforcer les frontières de l'UE comme solution à la crise des migrants.

Les pays du groupe de Visegrád – la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie – ont été rejoints par l'Estonie, la Lettonie et la Slovénie pour signer la lettre, comme le rapporte un article du site d'information [SCEPTR](#).

La lettre de riposte à l'UE, qui a été signée par les ministres de l'intérieur des pays respectifs, parle de *“la nécessité de construire un système de gestion des migrations cohérent et résistant en cas de crise, basé sur un équilibre entre solidarité et responsabilité”*, selon une déclaration de Visegrad24.

Bientôt une nouvelle version du Pacte européen sur les migrations et l'asile.

Cette lettre intervient au moment où l'UE devrait annoncer une nouvelle version du Pacte européen sur les migrations et l'asile dans les semaines à venir. Il est prévu que les politiques de migration soient modifiées en réponse à la crise actuelle des migrants qui a débuté en 2015.

Les États membres riverains de la Méditerranée réclament des quotas, car la législation européenne actuelle oblige les pays où les migrants arrivent en premier à les prendre en charge.

Cette situation fait peser une charge disproportionnée en termes d'argent et de ressources sur les nations du sud de l'Europe. Ils affirment que le travail d'accueil des migrants doit être automatiquement partagé par tous les États membres en fonction de leurs capacités.

Les signataires de la lettre font donc une contre-proposition.

Selon eux, l'UE devrait plutôt renforcer ses frontières extérieures afin d'empêcher les migrants d'entrer dans l'Union. Ils affirment également que les migrants qui entrent illégalement dans l'UE devraient être purement et simplement expulsés plutôt qu'accueillis.

Alors que les pays du groupe de Visegrád (V4) résistent à la proposition de quotas depuis des années – affirmant même qu'ils sont prêts à ignorer un arrêt de la Cour de justice européenne pour empêcher son application chez eux.

C'est la première fois que d'autres États membres les rejoignent dans leur opposition. C'est également la première fois que la Slovaquie se joint aux autres pays du V4 pour s'opposer à la proposition de l'UE.

La Cour européenne de justice a statué au début de l'année que les pays du V4 avaient enfreint la loi en rejetant les quotas.

Les représentants des gouvernements des pays signataires ont clairement exprimé leur opposition aux quotas. Aleš Hojs, le ministre de l'intérieur slovène, a qualifié d'"inacceptable" le "mécanisme de répartition automatique", comme on l'appelle. Il a ajouté que l'adoption de ce mécanisme ne ferait qu'encourager davantage de migrants à venir en Europe.

De même, le ministère polonais de l'intérieur a déclaré que *"les mouvements migratoires incontrôlés constituent une menace grave pour la cohésion européenne, c'est pourquoi il est nécessaire de prendre des mesures énergiques contre l'immigration clandestine"*.

Le gouvernement autrichien a également exprimé son opposition au système de quotas, mais il n'était pas signataire de la lettre.

.....

Arrêt de la Cour européenne de justice

La Cour européenne de justice (CEJ), la plus haute juridiction de l'UE, a statué en début d'année 2020 que la Hongrie, la Pologne et la République tchèque – trois des pays du V4 – ont **"enfreint la loi"** en refusant d'accepter les quotas de migrants fixés en 2015.

Dans son arrêt, la CJE a déclaré que ces trois pays avaient "enfreint la loi" parce qu'ils avaient refusé d'accueillir un total de 120 000 migrants arrivés ailleurs dans l'Union européenne, rapporte Reuters.

"En refusant de se conformer au mécanisme temporaire de réinstallation des demandeurs de protection internationale, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont manqué à leurs obligations en vertu du droit de l'Union européenne",

a déclaré la Cour dans son arrêt.

L'arrêt met en évidence les divisions profondes entre les pays occidentaux de l'Europe qui sont dirigés par des libéraux et les États conservateurs d'Europe centrale du bloc.

La ministre hongroise de la Justice, Varga Judit, a qualifié les quotas de migrants de ***“déraisonnables dès le départ”***.

“Il n'a jamais été pleinement mis en œuvre par presque tous les pays”, a déclaré Mme Judit. ***“Nous continuerons à lutter contre le courant dominant européen, qui n'a toujours pas compris que soutenir l'immigration n'est pas une bonne réponse aux problèmes de l'Europe”***.

La CJCE a déclaré que la Hongrie, la Pologne et la République tchèque s'exposent à des sanctions financières si elles ne commencent pas à respecter les quotas de migrants.



Photo : superbe manifestation anti-islam du 6 février 2016

devant le Château de Prague « L'islam est maléfique ».

<https://scepter.net/2020/06/europees-migrantenquotum-afgeschoten-door-oost-europese-landen/>

<https://voiceofeurope.com/2020/06/many-eastern-european-nations-send-eu-letter-rejecting-migrant-quota-scheme/>